

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 13 juin 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Carrières de la GARENNE

La Garenne
35630 Vignoc

Références : UD/2024-347
Code AIOT : 0005503038

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2024 dans l'établissement Carrières de la GARENNE implanté LA GARENNE Le Champs Bertrand 35630 Vignoc.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre d'une opération "Coup de poing" ciblée sur un ensemble de carrières du département d'Ille-et-Vilaine.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Carrières de la GARENNE
- LA GARENNE Le Champs Bertrand 35630 Vignoc
- Code AIOT : 0005503038
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière située au lieu-dit "La Garenne" a bénéficié d'un arrêté préfectoral d'autorisation le 21 mars 2003 pour l'exploitation d'une carrière de roches cornéennes et de granodiorites à hauteur de 750 000 t maximum par an et pour une durée de 30 ans.

Thèmes de l'inspection :

- Aménagements préliminaires (panneau, bornage),
- Plan des installations,
- Conduite de l'exploitation (cote minimale d'extraction, respect du tonnage autorisé, propreté des installations),
- Moyens de lutte contre l'incendie (réserve, extincteurs),
- Intégrité des clôtures.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 20	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Aménagements préliminaires	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Aménagements préliminaires	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4
2	Registres et plans	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15 (extrait)
3	Conduite des exploitations à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.1
4	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 3 (extrait)
7	Sécurité du public	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13 (extrait)
8	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2 (extrait)

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée a mis en évidence que les points d'eau destinés à la défense contre l'incendie devaient être précisés (localisation, modalités d'accès) et faire l'objet d'une réception par le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).

Par ailleurs, les justificatifs attestant du bornage du périmètre exploité par un géomètre expert doivent être transmis à l'inspection et les bornes en question matérialisées in situ chaque fois que possible (végétation parfois dense faisant par endroit office de barrière/clôture).

Les modalités d'exploitation examinées (respect des tonnages autorisés, mise à jour du plan d'exploitation, circulation des camions, clôtures) ont été jugées satisfaisantes suite à l'inspection réalisée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Panneau
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie ou le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Un panneau d'information a été apposé à l'entrée du site comprenant l'ensemble des items requis et décrits ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15 (extrait)
Thème(s) : Identification de la demande, Plan
Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Le plan était disponible dans sa version datée du 12 octobre 2023, conformément à l'exigence d'actualisation des données qui est prévue annuellement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conduite des exploitations à ciel ouvert

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.1
Thème(s) : Risques chroniques, Épaisseur d'extraction
Prescription contrôlée : L'arrêté d'autorisation fixe l'épaisseur d'extraction maximal et les cotes minimales NGF d'extraction.
Constats : L'arrêté préfectoral complémentaire du 28 juillet 2022 fixe la profondeur maximale d'extraction à 10 m NGF : le jour de la visite, cette côte était respectée (l'approfondissement de la zone d'extraction située au sud-ouest n'a pas commencé).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 3 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, Tonnage maximal
Prescription contrôlée : L'arrêté d'autorisation mentionne : [...] - les tonnages maximaux annuels à extraire et/ou à traiter ; [...]
Constats : L'application GERE mentionne une quantité extraite en 2023 de 417 200 t, dans le respect de la quantité maximale autorisée. De janvier à fin mai 2024, 185 533 t ont par ailleurs été extraites, en cohérence avec les chiffres de l'année passée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Les installations sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats : Le dernier contrôle des extincteurs a été réalisé en juillet 2023, dans le respect de la périodicité prévue pour ce contrôle (annuellement). L'inspection s'est assurée par sondage que les équipements rencontrés portent bien le marquage prévu attestant de la réalisation de ce contrôle. L'arrêté préfectoral d'autorisation, daté du 21 mars 2003, prévoit par ailleurs (art. 16.1) la présence d'extincteurs et d'un ou plusieurs points d'eau à moins de 200 m des risques à défendre. Le site dispose de plusieurs bassins (décantation des eaux d'exhaure traitées) pouvant potentiellement jouer ce rôle. > Il appartient à l'exploitant : - de déterminer quels points d'eau sont situés à moins de 200 m des risques à défendre (distance à calculer selon les voies praticables pour les engins) et pourraient être utilisés pour la défense extérieure contre l'incendie, - de demander au SDIS à ce que ce (ou ces) point(s) d'eau fasse(nt) l'objet d'une réception en bonne et due forme (localisation- accessibilité).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Bornage
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : 1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation; 2° Le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Il n'a pas pu être identifié sur le site si les bornes délimitant le terrain exploité étaient toujours en place (reprise importante de la végétation en périphérie du site). > L'inspection demande à la société des Carrières de la Garenne de lui communiquer le (ou les) procès verbal(aux) de bornage établi(s) pour matérialiser le périmètre exploité. Le cas échéant, les bornes en question seront retrouvées et matérialisées pour être rendues visibles chaque fois que cela est possible (végétation parfois dense faisant par endroit office de barrière/clôture).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13 (extrait)
Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.
Constats : L'inspection s'est assurée par sondage que le site est clôturé ou entouré d'une végétation dense en limitant l'accès. Des pancartes sont apposées régulièrement sur le périmètre exploité pour indiquer un danger potentiel. Durant la pause de midi, les portails d'accès ne sont pas fermés, car l'accès est commun à la carrière et à la centrale d'enrobage qui se trouve également sur le périmètre autorisé de la carrière et fonctionne en continu. Cependant, le personnel de la carrière est présent sur le site au moment de la pause méridienne pour en contrôler l'accès.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2 (extrait)
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions envois poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envois de poussières : [...] <ul style="list-style-type: none">- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues ;- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent ; [...]
Constats : La vitesse sur le site est réglementée. Le site est doté d'un rotoluve pour nettoyer les roues des camions, mais également d'un portique d'aspersion pour les bennes transportant des matériaux de faible granulométrie. Ces deux équipements étaient en fonctionnement lors de la visite. L'inspection a constaté par ailleurs que les camions pleins sortant du site étaient correctement bâchés avant leur insertion sur les routes adjacentes. L'état de propreté des voies d'accès au site a été jugé satisfaisant le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite